Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 89 (2001)

Heft: 1449

Artikel: Oui à l'Europe le 4 mars prochain

Autor: Krill, Marie-Jeanne

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-282194

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Suissesses et parmi elles, les féministes.

Perspective relative

Ce que montre l'attitude des femmes scandinaves, c'est que le degré de progressisme de son propre pays est déterminant dans la perception positive ou négative de l'Europe. Pionniers en d'innombrables domaines touchant la vie quotidienne des femmes, des couples parentaux, des homosexuels, des familles monoparentales, etc. des pays comme le Danemark, les Pays-Bas ou la Suède trouveront certainement moins de charmes et d'audace que nous à la *Stratégie-cadre en matière d'égalité entre les femmes et les hommes* (2001-2005), présentée en juin dernier par la Commission européenne. A contrario, ramant encore en quête d'une assurance-maternité, nous ne peinons pas à trouver plus progressiste que nous. Aussi le «féminisme» de l'Europe dépend étroitement de l'état social du pays qui le juge; pour les femmes de Suisse, il est donc vraisemblable qu'en ce domaine, le bilan d'une adhésion s'avérerait globalement positif, sans parler de l'enthousiasme purement politique et intellectuel que peut susciter le projet européen.

Oui ou non à l'Europe?

L'initiative «Oui à l'Europe!» offre en ce mois de mars l'opportunité de manifester son adhésion politique à ce projet. Mais la question soulevée par l'initiative née du refus du 6 décembre 1992 ne se limite pas, cependant, à une simple décision pour ou contre l'Europe. Et c'est là tout son problème.

L'initiative demande une ouverture immédiate des négociations avec l'Union en vue d'une adhésion. Le Conseil fédéral, lui, fort de ses prérogatives, entend garder la maîtrise de l'agenda européen, à tout le moins en ce qui concerne l'ouverture des négociations. Rappelons, à titre d'exemple, que l'entrée en vigueur des accords bilatéraux, attendue pour début 2001, est constamment reportée en raison de la lenteur des quinze parlements européens à les ratifier: preuve patente que lorsque la Suisse danse avec l'Europe, ce n'est pas elle qui donne le tempo. Aussi le Conseil fédéral veut au moins rester libre d'ouvrir le bal à son heure, quand il le jugera opportun, sachant qu'il ne choisira ensuite ni la cadence ni le nombre des tours de piste.

Anti-européens mis à part, la question pour les partisans d'une ouverture vers l'Europe est donc de savoir s'ils voteront sur l'esprit ou sur la lettre de l'initiative. Comme le rappelait Ruth Dreifuss récemment à la Radio suisse romande, «il est légitime de voter non à cette initiative même si on est favorable à l'Europe. On peut être pour l'Europe en votant oui, on peut aussi être pour l'Europe en votant non: ceux-là, il faudra aussi les compter dans le partage final des voix.» Une chose est sûre: les «non» n'équivaudront en tout cas pas, statistiquement parlant, au nombre d'adversaires de l'Union européenne. Mais c'est ainsi que les adversaires, les vrais, s'en empareront, et c'est ainsi que ces «non» seront perçus à l'étranger, où l'on est toujours plus prompt à faire mousser la fermeture de la Suisse qu'à disséquer les finesses de sa démocratie directe. En termes de signal politique, auprès du Conseil fédéral comme à l'adresse des pays membres de l'UE, sur le plan intérieur autant qu'extérieur, le renfort des «oui» ne fera de mal à personne. Et certainement pas aux femmes suisses, qui dans l'aventure européenne, ont sans doute beaucoup plus à gagner qu'à perdre.

Oui à l'Europe le 4 mars prochain

Marie-Jeanne Krill

Au menu des prochaines votations fédérales, l'initiative pour l'ouverture de négociations d'adhésion avec l'UE n'a pas encore dit son dernier mot

Elle ne sera pas acceptée, mais elle ne sera pas balayée non plus. Rejetée sans contre-projet par le Conseil fédéral et le parlement qui la jugent irréaliste et prématurée, promise à une mort certaine en votation, l'initiative populaire «Oui à l'Europe» a en effet vu sa cote remonter dans les sondages en ce début d'année. Tout n'est donc pas perdu pour les europhiles qui misent désormais sur un succès d'estime le 4 mars pour faire avancer leur cause.

Que demande cette initiative? L'ouverture immédiate de négociations d'adhésion avec l'Union européenne (UE), c'est-à-dire la réactivation sans délai de la demande d'adhésion suisse qui a été gelée suite au rejet de l'Espace économique européen (EEE) en décembre 1992. C'est en entamant des négociations que l'on connaîtra le véritable prix à payer pour entrer dans l'UE et que l'on pourra se prononcer en connaissance de cause, font valoir les initiants, en précisant que le vote proprement dit sur l'adhésion n'aurait de toute façon pas lieu avant 2006, ce qui laisserait aux Suisses tout le temps de se faire une opinion.

Déposée en juillet 1996 par différents mouvements pro-européens, l'initiative est soutenue aujourd'hui par un comité de nonante-huit parlementaires fédéraux, des députés de gauche notamment, et, pour les autres partis, des Romands essentiellement. Elle bénéficie également de l'appui du Conseil d'Etat genevois. Elle est en revanche combattue par une grande partie de la classe politique pour des raisons de calendrier notamment et bien sûr, par les adversaires de toujours de l'intégration européenne, Union démocratique du centre en tête.

Sans croire à un succès le 4 mars prochain, double majorité du peuple et des cantons oblige, les partisans de «Oui à l'Europe» espèrent obtenir au moins une majorité populaire et un vote favorable dans sept cantons. Un succès partiel qui permettrait d'entretenir le débat sur l'adhésion, histoire d'éviter que ce thème ne disparaisse de l'agenda politique.